



**IMFT**  
INSTITUT DE MÉCANIQUE  
DES FLUIDES DE TOULOUSE



*Nom de l'acheteur :*

CNRS – Délégation Occitanie Ouest

16 Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 TOULOUSE Cedex 4



05.61.33.60.00



05.62.17.29.01

**Marche N°25.14.002**

**FOURNITURE DE DEUX (2)  
BANCS D'ESSAI EN  
COMBUSTION POUR LE  
COMPTE DE L'IMFT-CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N°25011  
du 12/12/2024 COMMUN AUX DEUX (2) LOTS**



Les deux (2) marchés relatifs à la fourniture d'un banc à combustion (lot 1) et la fourniture d'un banc haute pression pour la combustion de l'hydrogène (lot 2) pour le compte de l'Institut de Mécanique des Fluides de Toulouse (IMFT) -CNRS sont conclus par

**Le Centre National de la Recherche Scientifique représenté par  
La Personne Responsable des Marchés (PRM)**

CNRS - Délégation Occitanie Ouest

Monsieur Délégué Régional

16, Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 Toulouse Cedex 4

Tél : 33 (0)5 61 33 60 00

Fax : 33 (0)5 62 17 29 01

N° de TVA intracommunautaire: FR40 180.089.013.00676

Il est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat, et notamment par les dispositions :

- Du Code de la commande publique du 01/04/2019, résultant des dernières modifications ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> NOR: ECOM2106868A.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DES MARCHES – ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
2.1.	Documents contractuels du lot 1 .....	5
2.2.	Documents contractuels du lot 2 .....	6
<b>3</b>	<b>FORME DES MARCHES .....</b>	<b>6</b>
3.1.	Forme du lot 1 .....	6
3.2.	Forme du lot 2 .....	6
<b>4</b>	<b>VARIANTES.....</b>	<b>7</b>
4.1.	Concernant le lot 1.....	7
4.2.	Concernant le lot 2.....	7
<b>5</b>	<b>PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) .....</b>	<b>7</b>
5.1.	Concernant le lot 1.....	7
5.2.	Concernant le lot 2.....	7
<b>6</b>	<b>LIEUX DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION – CONTRAINTES D'INSTALLATION.....</b>	<b>7</b>
6.1.	Concernant le lot 1.....	8
6.2.	Concernant le lot 2.....	8
<b>7</b>	<b>PRISE D'EFFET/DUREE/DELAJ D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
7.1.	Prise d'effet des marchés .....	8
7.2.	Délais d'exécution des marchés .....	8
	7.2.1. Délai d'exécution du lot 1 .....	8
	7.2.2. Délai d'exécution du lot 2.....	8
<b>8</b>	<b>FORME ET CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
<b>9</b>	<b>SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>9</b>
9.1.	Généralités.....	9
9.2.	Déclaration d'un sous-traitant .....	9
9.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants .....	9
<b>10</b>	<b>INSTALLATION ET MISE EN SERVICE .....</b>	<b>9</b>
<b>11</b>	<b>OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>12</b>	<b>GARANTIES ET SERVICE APRES-VENTE.....</b>	<b>10</b>
<b>13</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>10</b>
13.1.	Pénalités pour retard d'exécution .....	10
13.2.	Pénalités pour non-respect du délai d'intervention en cas de panne, du délai de mise au point ou de réparation en cas de panne.....	11
13.3.	Pénalités pour indisponibilité des pièces détachées.....	11
13.4.	Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail	11
13.5.	Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	11
<b>14</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>11</b>
14.1.	Versement d'une avance .....	11
14.2.	Acomptes .....	12

---

14.3. Retenue de garantie/cautionnement .....	12
14.4. Solde .....	12
<b>15 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE LE MARCHÉ.....</b>	<b>13</b>
15.1. Unité monétaire.....	13
15.2. Facturation électronique.....	13
15.3. Présentation des demandes de paiement.....	13
15.4. Délai de paiement – intérêts moratoires.....	14
15.5. Règlement des prestations.....	14
15.6. Comptable assignataire – Cession de créances du marché .....	14
<b>16 ASSURANCE .....</b>	<b>14</b>
<b>17 RESILIATION .....</b>	<b>15</b>
17.1. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	15
17.2. Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués.....	15
17.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire.....	15
<b>18 LITIGES RELATIFS AUX MARCHES.....</b>	<b>15</b>
<b>19 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL .....</b>	<b>15</b>
<b>20 CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>15</b>
<b>21 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>15</b>
<b>22 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF) .....</b>	<b>17</b>
<b>23 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>19</b>
<b>24 CLAUSES PARTICULIERES.....</b>	<b>19</b>
<b>25 DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>19</b>

Dans le présent CCAP,

Le CNRS est dénommé « le CNRS » ou « l'acheteur » ;

Le prestataire est dénommé « le Titulaire » ;

Le laboratoire Institut de Mécanique des Fluides de Toulouse est dénommé « IMFT ».

La procédure est allotie, le présent CCAP est commun aux deux (2) lots.

## **1 OBJET DES MARCHES – ALLOTISSEMENT**

Le présent CCAP porte sur la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation et la garantie de deux bancs d'essai en combustion pour le compte de l'Institut de Mécanique des Fluides de Toulouse (IMFT)-CNRS.

La procédure est allotie en deux (2) lots de la façon suivante :

- Le **LOT 1** a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation et la garantie d'un banc d'essai en combustion (Projet ERC SAFE H2), selon les spécifications techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières du lot 1 (CCTP) n°25012.
- Le **LOT 2** a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation et la garantie d'un banc haute pression pour la combustion de l'hydrogène pour le compte de l'IMFT-CNRS (Projet ERC HYROPE), selon les spécifications techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières du lot 2 (CCTP) n°25013.

L'IMFT-CNRS est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations – objet des marchés.

Pour chacun des marchés, l'acheteur communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification

- Concernant le lot 1 :

Le codes NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est :

✚ NB.76 : Chauffage : fours simples, brûleurs, plaques, chauffe-ballons

Les codes nomenclature CPV pertinents sont :

✚ 42390000-6 Pièces pour brûleurs, fourneaux ou fours.

✚ 38425000-0 Equipement pour mécanique des fluides.

- Concernant le lot 2 :

Le codes NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est :

✚ NB.76 : Chauffage : fours simples, brûleurs, plaques, chauffe-ballons

Les codes nomenclature CPV pertinents sont :

✚ 42112300-0 Turbines à gaz

✚ 42390000-6 Pièces pour brûleurs, fourneaux ou fours

✚ 38425000-0 Equipement pour mécanique des fluides

## **2 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire, modifiant ou réduisant la portée des dispositions des autres pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le présent CCAP exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

### **2.1. Documents contractuels du lot 1**

Le marché (lot 1) est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1°) l'acte d'engagement (formulaire ATTRI), et son annexe 1 nommée « 25.14.002\_Annexe 1 à l'ATTRI\_Lot 1\_Offre financière » ;
- 2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25011 du 12/12/2025 ;
- 3°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25012 du 12/12/2025 spécifique au lot 1 ;
- 4°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et

de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

NOR: ECOM2106868A ;

5°) L'offre technique du titulaire composée à minima de l'annexe 1 au CCTP n°25012 complétée nommée « 25.14.002\_Annexe 2 à l'ATTRI\_Lot 1\_Cadre de Réponse Technique (CRT) » et de tous les éléments jugés utiles par le titulaire ;

6°) le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

## 2.2. Documents contractuels du lot 2

Le marché (lot 2) est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1°) l'acte d'engagement (formulaire ATTRI), et son annexe 1 nommée « 25.14.002\_Annexe 1 à l'ATTRI\_Lot 2\_Offre financière » ;

2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25011 du 12/12/2025 ;

3°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25013 du 12/12/2025 spécifique au lot 2 ;

4°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>  
NOR: ECOM2106868A ;

5°) L'offre technique du titulaire composée à minima de l'annexe 1 au CCTP n°25013 complétée nommée « 25.14.002\_Annexe 2 à l'ATTRI\_Lot 2\_Cadre de Réponse Technique (CRT) » et de tous les éléments jugés utiles par le titulaire ;

6°) le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

## 3 FORME DES MARCHES

### 3.1. Forme du lot 1

Le marché (lot 1) est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire et a pour objet :

- La fourniture du banc à combustion et de son châssis (conception et fabrication),
- La livraison,
- L'installation,
- La mise en service,
- La réalisation des opérations de vérification,
- La dispense d'une formation à son utilisation,
- La garantie d'un (1) an.

### 3.2. Forme du lot 2

Le marché (lot 2) est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire et a pour objet :

- La fourniture du banc à combustion et de son châssis (conception et fabrication),
- La livraison,
- L'installation,
- La mise en service,
- La réalisation des opérations de vérification,
- La dispense d'une formation à son utilisation,
- La garantie d'un (1) an.

## 4 VARIANTES

### 4.1. Concernant le lot 1

Les variantes sont interdites pour le lot 1.

### 4.2. Concernant le lot 2

La présentation d'une (1) variante à l'initiative du candidat est :

☒ **Autorisée (=facultatif)**

La variante est proposée :

☒ En complément de l'offre de base

☐ Sans être nécessairement accompagnées d'une offre de base

La variante à l'initiative du candidat est autorisée sur le point suivant :

- agencement des éléments constitutifs du banc (cf. article 8.4 du CCTP n° 25013\_LOT 2 BANC ERC HYROPE)

L'ensemble des autres spécifications des documents de la consultation constituent les exigences minimales que les variantes doivent respecter.

Le nombre d'offres variantes est limité à : une (1)

## 5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

### 5.1. Concernant le lot 1

Le lot 1 ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

### 5.2. Concernant le lot 2

Le lot 2 prévoit les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) **facultatives** suivantes :

- PSE n° 1 : Forçage acoustique neuf
- PSE n°2 : Préchauffage de l'air neuf
- PSE n° 3 : Système de contrôle du banc

L'IMFT-CNRS a le choix de retenir ou non l'une des PSE ci-dessus à la notification du marché.

## 6 LIEUX DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION – CONTRAINTES D'INSTALLATION

Le Titulaire prendra toutes les dispositions et moyens nécessaires pour garantir et assurer la livraison ainsi que l'installation et la mise en place du matériel aux adresses **spécifiées** ci-dessous.

Par ailleurs, le Titulaire assumera tous les risques et frais liés à la livraison, l'installation et la mise en service.

Par dérogation aux dispositions à l'article 21 du CCAG-FCS, le bon de livraison doit faire apparaître :

- la date d'expédition ;
- le destinataire ;
- l'adresse de livraison ;
- la référence au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification du matériel livré et, quand il y a lieu, sa répartition par colis
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

### 6.1. Concernant le lot 1

Le lieu de livraison et d'installation ainsi que les contraintes d'installation sont précisées dans le CCTP n°25012.

### 6.2. Concernant le lot 2

Le lieu de livraison et d'installation ainsi que les contraintes d'installation sont précisées dans le CCTP n°25013.

## 7 PRISE D'EFFET/DUREE/DELAI D'EXECUTION

### 7.1. Prise d'effet des marchés

Les marchés (lot 1 et lot 2) prennent effet à compter de leur date de notification au Titulaire.

La notification du marché vaut commande des prestations objet du marché et de la (ou des) prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (si retenue(s)).

### 7.2. Délais d'exécution des marchés

**Sont exclus des délais d'exécution les délais nécessaires pour réaliser les opérations de vérification.**

#### 7.2.1. Délai d'exécution du lot 1

Le délai global d'exécution comprend la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

Le délai global d'exécution **est celui sur lequel s'engage le titulaire dans le cadre de réponse technique** (annexe 1 au présent document). Le délai global d'exécution sur lequel s'engage le titulaire est au **maximum de 8 mois**.

Le délai débute au lendemain de la notification du marché.

L'installation et la mise en service doivent se faire dans un délai maximum de 2 semaines après la livraison, selon la date d'installation et le site définis d'un commun-accord entre l'IMFT et le Titulaire.

#### 7.2.2. Délai d'exécution du lot 2

Le délai global d'exécution comprend la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

Le délai global d'exécution **est celui sur lequel s'engage le titulaire dans le cadre de réponse technique** (annexe 1 au présent document). Pour information, le délai global d'exécution souhaité par le CNRS est de 8 mois.

Le délai débute au lendemain de la notification du marché.

L'installation et la mise en service doivent se faire dans les meilleurs délais après la livraison, selon la date d'installation et le site définis d'un commun-accord entre l'IMFT et le Titulaire.

## 8 FORME ET CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.4 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de chacun des marchés, dans le respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix sur lesquels il s'est engagé n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

Le prix de chacun des équipements est un montant global et forfaitaire, exprimé en euro (€) et en hors-tax (H.T.). Ils sont définis par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le prix de chacune des prestations supplémentaires éventuelles est un montant global et forfaitaire, exprimé en euro (€) et en hors-tax (H.T.). Ils sont définis par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes.

## **9 SOUS-TRAITANCE**

**Ne peuvent être sous-traitées que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation de l'équipement.**

### **9.1. Généralités**

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

### **9.2. Déclaration d'un sous-traitant**

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés à l'acheteur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement est sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

### **9.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse au Bénéficiaire sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le Titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La somme à régler inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de le marché s'applique également aux sous-traitants.

## **10 INSTALLATION ET MISE EN SERVICE**

Chaque marché inclut à la charge du titulaire l'ensemble des prestations, fournitures et consommables nécessaires à l'installation et la mise en service opérationnelle de l'équipement. **Ces prestations sont incluses dans l'offre du titulaire.**

## **11 OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées dans les conditions prévues dans les documents particuliers du marché conformément à l'article 30 du CCAG-FCS et notamment selon les modalités et protocoles prévus à l'article 9 CCTP n°25012 pour le lot 1 et à l'article 11 du CCTP n°25013 pour le lot 2.

Les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont effectuées par le Directeur de l'IMFT ou son représentant.

### ➡ Dispositions communes :

A l'issue des opérations de vérification, l'IMFT-CNRS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

- L'« admission » (dite également « réception ») est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission
- L'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point,
- La « réfaction » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état,
- Le « rejet » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état,

En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Suite aux opérations de vérification, si la prestation est non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché. Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est précisé par ordre de service, après consultation du titulaire.

## 12 GARANTIES ET SERVICE APRES-VENTE

La garantie d'un (1) an débute au lendemain de l'admission définitive de l'équipement.

Les conditions de la garantie et du service après-vente sont précisées :

- Pour le lot 1 : à l'article 11 du CCTP n°25012
- Pour le lot 2 : à l'article 13 du CCTP n°25013.

## 13 PENALITES

Le présent article « Pénalités » est commun aux deux (2) lots.

Les pénalités sont applicables et cumulables pendant toute la durée du marché. L'acheteur peut décider de les appliquer dès le 1<sup>er</sup> euro (€).

Le plafond des pénalités applicables aux marchés est égal à 30% du montant HT du marché notifié.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

### 13.1. Pénalités pour retard d'exécution

Si le délai d'exécution est dépassé et, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle :

- ➔ P = le montant des pénalités ;
- ➔ V = le montant HT de l'équipement notifié incluant, le cas échéant, le montant de la (ou les) Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) (PSE) si celle(s)-ci a (ont) été retenue(s) par l'acheteur ;
- ➔ R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai global d'exécution (celui sur lequel s'est engagé le titulaire, cf. article 7.2 du présent document).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai global d'exécution est expiré.

### 13.2. Pénalités pour non-respect du délai d'intervention en cas de panne, du délai de mise au point ou de réparation en cas de panne

En cas de dépassement des délais ci-dessous, et par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 800$$

Dans laquelle :

- P = le montant des pénalités ;
- V = le montant HT de l'équipement notifié incluant, le cas échéant, le montant de la (ou les) Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) (PSE) si celle(s)-ci a (ont) été retenue(s) par l'acheteur ;
- R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai (celui sur lequel s'est engagé le titulaire dans l'annexe 1 au CCTP \_ Cadre de réponse technique).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai sur lequel s'engage le titulaire est expiré.

L'application de pénalités ne soustrait pas le titulaire à ses obligations de remise en état de fonctionnement de l'équipement tombé en panne.

### 13.3. Pénalités pour indisponibilité des pièces détachées

Le titulaire s'engage à proposer les pièces détachées et les consommables captifs correspondants pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date d'admission de l'équipement acheté.

Dans le cas contraire, le titulaire peut, sur décision du CNRS, se voir appliquer une pénalité égale à 10% du montant HT dudit matériel par année de non-respect de cette obligation.

Le calcul de cette pénalité s'effectue au prorata de la durée pendant laquelle cette obligation n'est pas respectée.

### 13.4. Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail

En application des dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquiesce pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, l'acheteur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité de deux mille euros (2 000) euros par jour ouvrable. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS, la personne responsable du marché peut résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### 13.5. Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5.2 du CCAG-FCS complété par l'article 24 du présent document, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de deux mille (2000) euros, et ce par manquement constaté par l'acheteur. Le plafond des pénalités applicables est égal à 20% du montant global et forfaitaire de l'accord-cadre notifié.

## 14 CLAUSES DE FINANCEMENT

Les clauses de financement sont **identiques** pour le lot 1 et le lot 2.

### 14.1. Versement d'une avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement,

- Une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du marché (équipement et Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) si retenue(s)) est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de

notification du marché, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution du marché est supérieure à deux (2) mois.

## **OU**

- Une avance de 31% du montant de la partie globale et forfaitaire TTC de l'accord-cadre est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre, **sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande** conformément aux articles L2191-17 et R2191-36, R2191-37 à R2191-41 du Code de la commande publique.

### **Dispositions communes :**

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde

### **Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission de facture par le titulaire.**

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

## **14.2. Acomptes**

- **Si avance de 5% ou 10% du montant global et forfaitaire TTC :**

Un acompte de 20% du montant HT notifié (équipement et Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) si retenue(s)) est versé après validation de la phase 1 « Etude de conception » (voir article 9.1 du CCTP n°25012 et article 11.2 du CCTP n°25013), sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le directeur de l'IMFT-CNRS ou son représentant et suite à l'émission d'une facture par le Titulaire.

- **Si avance de 31% du montant global et forfaitaire TTC :**

Un acompte de 10% du montant HT notifié (équipement et Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) si retenue(s)) est versé après validation de la phase 1 « Etude de conception » (voir article 9.1 du CCTP n°25012 et article 11.2 du CCTP n°25013), sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le directeur de l'IMFT-CNRS ou son représentant et suite à l'émission d'une facture par le Titulaire.

## **14.3. Retenue de garantie/cautionnement**

Aucune retenue de garantie et aucun cautionnement ne sont prévus au titre des marchés.

## **14.4. Solde**

Pour la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation et la garantie de chaque banc, le solde est réglé à l'admission définitive des prestations (cf. article 9.2 du CCTP n°25012 et article 11.2 du CCTP n°25013) sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IFMT-CNRS ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

## **15 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE LE MARCHÉ**

### **15.1. Unité monétaire**

Les marchés sont conclus en Euro.

### **15.2. Facturation électronique**

Conformément aux articles D2192-1 à R2192-3 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire doit transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

Les informations remplacées par des xxx seront portées à la connaissance du titulaire.

### **15.3. Présentation des demandes de paiement**

Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par le Directeur de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro SIRET du CNRS : 180 089 013 03720,
- Le code service de l'entité CNRS facturée : UMR5502

L'adresse de facturation est la suivante :

**CNRS  
CNRS SCTD 0266 / UMR5502  
2 rue Jean Zay  
TSA 61004  
54519 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX France**

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence de la présente consultation (consultation N°25.14.002 – Lot X),
- le N° de le marché en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),
- le nom du projet : acquisition, livraison, installation, mise en service, formation et garantie d'un banc de combustion (lot 1) OU acquisition, livraison, installation, mise en service, formation et garantie d'un banc haute pression pour la combustion de l'hydrogène (lot 2)

- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 0266L0XXXXX ),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la date d'exécution,
- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,
- **Les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**

#### 15.4. Délai de paiement – intérêts moratoires

Le paiement interviendra, après admission des prestations, dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2191-20 à 22 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

En cas de dépassement du délai de paiement, l'acheteur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 15.5. Règlement des prestations

Le paiement est fait en euro par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'acte d'engagement de le marché (ATTRI1).

**Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.**

#### 15.6. Comptable assignataire – Cession de créances du marché

Le Comptable assignataire est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Délégation Occitanie Ouest - 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'agent comptable.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est le Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest, 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

## 16 ASSURANCE

Le Titulaire du marché doit justifier sur demande de l'acheteur, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution du marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande de l'acheteur.

## **17 RESILIATION**

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Les conditions de résiliation de le marché sont définies aux articles 38 et 39 à 45 du CCAG-FCS.

### **17.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de le marché par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire égale à 2% du prix des prestations déjà commandés à la date de la décision de résiliation.

### **17.2. Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 LITIGES RELATIFS AUX MARCHES**

Le marché est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Pour tous les litiges à naître et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, l'attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

## **19 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL**

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de le marché de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

## **20 CONFIDENTIALITE**

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG-FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès.

## **21 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE**

## **PERSONNEL**

### **Obligations des parties**

Certaines données transmises par l'acheteur au Titulaire en application du marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'acheteur et le Titulaire assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

### **Obligations du « sous-traitant » au sens du RGPD**

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du marché sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations du marché. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du marché, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

### **Open data**

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire de le marché fournit à l'acheteur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du marché.

Il autorise par ailleurs l'acheteur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

## **22 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)**

Lorsque les prestations sont exécutées dans une zone à régime restrictif, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique et les mesures de sécurité et de confidentialité spécifiques qui lui sont communiquées par l'établissement. Suivant le niveau de sécurité requis, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis à un régime d'autorisation préalable. Les démarches sont effectuées par le titulaire par l'intermédiaire du CNRS.

Le titulaire et ses sous-traitants acceptent que le CNRS ou toutes autorités habilitées puissent procéder à des contrôles de l'application des mesures de sécurité et de confidentialité sur lesquelles ils se sont engagés.

Le titulaire et ses sous-traitants déclarent avoir fait prendre connaissance de ces dispositions aux personnels affectés à l'exécution des prestations.

### **Mesures de sécurité**

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de le marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

### **Certification et sécurité des personnels**

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- Le patronyme et les prénoms de son agent ;
- Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - Titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires.

- Adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du le marché.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de le marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### **Mesures de portée générale**

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de le marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du marché. L'exécution le marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité de le marché à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les

documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de de le marché.

## **23 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de le marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- A la forme de la société,
- A la raison sociale de la société ou sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- A son compte bancaire,
- A son capital social,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'acheteur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

## **24 CLAUSES PARTICULIERES**

- ◇ L'exécution de le marché est auditable par le CNRS.

Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de le marché, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

- ◇ Le marché ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

## **25 DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 21 du CCAG-FCS.

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 17.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.